

Novembre 2024

iles
de
paix

Analyse

Ni Nord, ni Sud. La Coopération a-t-elle perdu la boussole?

Au cours de ces deux dernières décennies, la plupart des certitudes qui guidaient la coopération internationale se sont, petit à petit, estompées. Pourtant, s'il est sans aucun doute indispensable aujourd'hui qu'elle se réinvente, elle reste essentielle pour lutter contre les inégalités et faire face aux enjeux globaux tels que le changement climatique et la perte de biodiversité.

Alors, la coopération internationale a-t-elle perdu la boussole ? Sur quels repères fonder son action désormais ?

Découvrez
nos autres publications



Avec le soutien de

Olivier Genard

 FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Ni Nord, ni Sud. La Coopération a-t-elle perdu la boussole ?

Histoire de l'érosion des fondamentaux de la coopération internationale

Dans une analyse précédente, nous nous sommes demandé si la coopération internationale était (encore) utile[1]. Nous avons vu qu'elle restait essentielle pour lutter contre les inégalités et faire face aux enjeux globaux tels que le changement climatique et la perte de biodiversité. Cependant, nous avons également mis en évidence qu'il était indispensable qu'elle se réinvente pour rester pertinente. Ce n'est toutefois pas si simple. En effet, nous allons voir comment, au fil des décennies de développement, nous avons progressivement perdu nos certitudes. Nous nous questionnerons ensuite sur les repères qui pourraient guider l'engagement à venir des acteurs de la coopération internationale en faveur du développement durable.

Alors, la coopération a-t-elle perdu la boussole ?

L'histoire de la « coopération au développement » est jalonnée de remises en cause. S'il est ambitieux de vouloir embrasser ici l'ensemble des évolutions qu'a connu ce secteur, nous allons néanmoins essayer, dans les lignes qui suivent, de mettre en évidence les principaux questionnements qui ont surgi au fil de ces dernières décennies.

Dans les années 1960, l'accès à l'indépendance des pays colonisés a redéfini les relations internationales. L'Organisation des Nations Unies (ONU) et les grandes institutions financières comme la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International ont alors joué un rôle clé pour le développement des nouveaux États, en mettant en œuvre des programmes d'aide centrés sur le rattrapage économique.

[1] Olivier Genard, La coopération au développement est-elle (encore) utile?, Iles de Paix, 2002.

La **théorie du rattrapage** de Rostow postulait que les pays du Sud pouvaient progresser en suivant le modèle de croissance des pays du Nord. Cette approche a conduit à des stratégies de développement basées sur des prêts et des investissements dans des secteurs industriels et des infrastructures, ainsi que dans l'exportation de matières premières.

Dans le même temps, les ONG ont joué un rôle complémentaire, en apportant des solutions adaptées à des niveaux plus locaux, et en mettant l'accent sur des approches centrées notamment sur la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la justice sociale. Mais, à l'image des acteurs influents de coopération bilatérale et multilatérale, nombre d'ONG des pays "du Nord" étaient alors convaincues qu'elles étaient porteuses d'un modèle de développement éprouvé qu'il s'agissait de transférer vers les pays "du Sud" pour "lutter contre la pauvreté". L'ensemble des programmes et projets étaient alors basés sur des **transferts de connaissances et de compétences à sens unique "du Nord vers le Sud"**, postulant que les populations des pays "sous-développés" pourraient ainsi accéder à de meilleures conditions de vie.

Très tôt, des questionnements ont évidemment émergé sur cette "universalité" du modèle de développement occidental. En Belgique, dans les années 70, Thierry Verelst, cofondateur du "Réseau Sud-Nord - Cultures et Développement" relevait déjà l'inadéquation de ce modèle en Afrique, soulignant que le développement de chaque peuple ne peut advenir que s'il trouve ses racines dans sa culture[2]. Comme lui, Dominique Pire, fondateur de l'ONG Iles de Paix, proposait également d'inventer un **autre modèle de solidarité s'appuyant sur les aspirations profondes des communautés soutenues**[3]. Néanmoins, l'approche du transfert de compétences et de renforcement des capacités est restée dominante dans le secteur jusqu'il y a peu.

Dans les années 80 et 90, l'échec de nombreux projets a conduit à une remise en question de l'approche de développement axée sur les grands projets d'infrastructure, souvent financés par des prêts extérieurs. Les critiques ont souligné l'inefficacité des programmes d'aide qui ne te-



© Vectorjuice - Freepik

*Dominique Pire,
fondateur d'Iles de Paix,
proposait déjà d'inventer
un autre modèle de
solidarité s'appuyant sur
les aspirations profondes
des communautés
soutenues.*

naient pas compte des spécificités locales et des structures économiques des pays bénéficiaires. Durant ces années, l'action des ONG, de plus en plus présentes sur le terrain, a mis en lumière **l'importance de modèles de développement plus inclusifs et adaptés.**

Les premières années du 21ème siècle ont été marquées par un questionnement de plus en plus prégnant sur l'efficacité de l'aide. C'est dans ce contexte qu'en 2005, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide a été signée lors de la

[2] Thierry Verhelst, Des Racines pour vivre, Ed. Duculot, 1987.

[3] Dominique Pire, Vivre ou mourir ensemble, Presses académiques européennes, 1969.

Réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cette déclaration visait à réformer l'aide internationale en s'appuyant sur cinq principes fondamentaux, en particulier ceux de l'appropriation et de l'alignement. Ces deux principes visaient à renforcer la souveraineté des pays récipiendaires de l'aide internationale et à les intégrer davantage dans les processus décisionnels :

- **L'appropriation** : les pays récipiendaires doivent prendre la responsabilité de la gestion de l'aide, en définissant eux-mêmes leurs priorités et stratégies de développement. Ce principe marque un tournant par rapport à l'approche précédemment dominante, où les pays donateurs imposaient leurs priorités.
- **L'alignement** : l'aide internationale doit être alignée sur les stratégies de développement nationales. Les donateurs doivent coordonner leurs interventions pour qu'elles s'intègrent dans les priorités du pays récipiendaire, réduisant ainsi les chevauchements et le manque de cohérence des projets.



Cette déclaration a marqué un **changement dans la philosophie de l'aide au développement**, puisqu'elle reconnaissait qu'un simple transfert de ressources financières n'était pas suffisant pour garantir un développement durable. Cependant, dans la pratique, la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide a été inégale, notamment en raison de la complexité des processus, de positionnements divergents des donateurs, mais aussi d'une gouvernance locale

susceptible de privilégier des intérêts individuels sur les aspirations réelles de la population.

Les vingt dernières années sont sans doute celles au cours desquelles le modèle de la coopération internationale au développement a été le plus remis en question.

D'une part, même si, dès 1972, le rapport Meadows soutenait qu'une croissance économique continue, basée sur l'exploitation industrielle des ressources naturelles est insoutenable à long terme, ce n'est qu'au début des années 90, à l'occasion du Sommet de la Terre à Rio que les interrogations relatives au changement climatique et à la perte de biodiversité ont réellement pris corps. Et ce n'est encore qu'une vingtaine d'années plus tard que l'impact du développement économique sur l'environnement est devenu une véritable préoccupation dans le secteur de la coopération internationale. A partir de 2010, les **évidences scientifiques du dépassement des limites planétaires**[4] sont telles qu'elles sidèrent les acteurs de l'aide. Si le modèle de développement économique occidental n'est pas soutenable, quel modèle adopter et quel modèle promouvoir dans les pays "moins avancés" ? D'autant que les populations de ces pays, de plus en plus urbaines et de plus en plus connectées, aspirent évidemment à accéder à une qualité de vie équivalente à celle des populations des pays riches.

Si le modèle de développement économique occidental n'est pas soutenable, quel modèle promouvoir dans les pays moins développés ?

[4] Les limites planétaires sont des seuils, à l'échelle mondiale, à ne pas dépasser pour que l'humanité puisse vivre dans un écosystème sûr, c'est-à-dire évitant les modifications brutales, non-linéaires, potentiellement catastrophiques et difficilement prévisibles de l'environnement. Le concept de limites planétaires est défini en 2009 par une équipe internationale de 26 chercheurs, menés par Johan Rockström du Stockholm Resilience Centre.

D'autre part, après la crise économique mondiale de 2008, de nombreuses publications ont mis en évidence **l'accroissement des inégalités dans le monde**. Bien sûr, comme le mentionne le rapport d'Oxfam sur les inégalités dans le monde publié en 2024, les pays riches suivant la classification OCDE détiennent 69 % des richesses mondiales alors qu'ils n'abritent que 21 % de la population mondiale. Mais pour les acteurs de coopération internationale, la dichotomie "Nord-Sud" qui a longtemps régi leur action s'estompe. Les écarts entre les riches et les pauvres se creusent partout. Ainsi, à titre d'exemple, on relève que le nombre de personnes en Belgique ayant recours à l'aide alimentaire pour garantir leur sécurité alimentaire a bondi à 600.000 après la crise COVID. **La coopération en perd la boussole**, au point que nombre d'ONG des pays riches questionnent désormais leur terrain d'action. **Quelle est désormais notre légitimité dans des pays tiers, quand il apparaît clairement que nous n'avons pas réglé nos propres problèmes de développement?**

Enfin, début 2020, dans le sillage du mouvement "Black Lives Matter", qui milite contre le racisme systémique, une série de questionnements latents sur la **"décolonisation de l'aide"** a refait surface. En effet, de plus en plus de voix se sont élevées au sein même du secteur, et en particulier au niveau des ONG, pour dénoncer le fonctionnement actuel de la coopération internationale, qui reste teinté de paternalisme et ne permet pas aux communautés concernées de **choisir librement leur chemin de développement**. Le déclenchement de la guerre en Ukraine a, par ailleurs, généré de nouveaux clivages internationaux qui ont amené un certain nombre de pays africains à réviser la nature de leurs relations avec l'Occident. Ainsi, les gouvernements de ces pays n'hésitent plus à critiquer le modèle de développement occidental, considérant, à raison, qu'il n'est pas adapté à leur réalité culturelle. S'inspirant notamment de la Chine et de la Russie, une part significative de la jeunesse de ces pays aspire désormais à un modèle de gouvernance fort, capable de tenir tête à l'Occident.

Quels repères pour renouveler la solidarité internationale ?

Au vu de ce qui précède, on peut se demander si la coopération internationale n'a pas dépassé sa date de péremption. S'il n'y a plus de Nord, plus de Sud, ni de modèle à promouvoir, quel peut bien être le sens de cette coopération ?

Le rattrapage économique, la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie ont longtemps été au cœur du moteur de la coopération. Mais ce moteur est arrivé en bout de course et doit être remplacé. **Les enjeux du 21ème siècle ne sont plus des enjeux qui clivent le Nord et le Sud, mais l'enjeu global du dépassement des limites planétaires auquel nous allons devoir faire face tous ensemble.** Il s'agit en particulier du changement climatique et de la perte de biodiversité, que nous ne pourrions affronter sans nous engager, par ailleurs, en faveur de la dignité humaine, de la lutte contre les inégalités et pour la justice sociale.

Les enjeux du 21ème siècle ne sont plus des enjeux qui clivent le Nord et le Sud, mais l'enjeu global du dépassement des limites planétaires auquel nous allons devoir faire face tous ensemble.

Dans cette perspective, il n'est évidemment plus question de transposer notre modèle culturel du développement aux populations de pays tiers. Mais pour exprimer une nouvelle forme de solida-

rité internationale et travailler conjointement à la résolution des enjeux globaux, si l'on veut éviter de se perdre, il est essentiel de définir de nouveaux repères.

Dans un contexte mondial où se renforcent les radicalismes, la gouvernance autoritaire, les inégalités croissantes et la marginalisation des plus vulnérables, il devient crucial de réexaminer les principes qui guideront les actions de solidarité internationale, à la manière d'une nouvelle boussole, dans un monde où les fractures sociales et politiques s'amplifient. Les valeurs cardinales qui en ressortent sont essentielles pour guider l'action collective face aux défis mondiaux :

- **Le respect des droits humains** : Il est crucial de défendre la dignité de chaque individu, en particulier des populations marginalisées et vulnérables. Cela inclut le respect des droits fondamentaux, l'accès aux libertés de base, ainsi que la protection contre l'injustice et l'exploitation.
- **La promotion de la démocratie** : Dans un monde de plus en plus polarisé, la démocratie reste un pilier fondamental pour garantir la liberté d'expression et la participation citoyenne, mais aussi la responsabilité des gouvernements. La coopération internationale doit soutenir des processus démocratiques inclusifs et transparents.
- **La valorisation de l'égalité de genre** : Le combat pour l'égalité des sexes est loin d'être gagné. Pourtant, il est au cœur de toute démarche de développement durable et équitable. Promouvoir l'égalité de genre, c'est assurer une meilleure inclusion des femmes dans les processus politiques, économiques et sociaux.
- **La préservation de l'environnement** : Face au dépassement des limites planétaires, la préservation de l'environnement devient non seulement une nécessité, mais aussi un impératif moral. Une solidarité internationale véritable doit reposer sur une conscience partagée des enjeux environnementaux et une action coordonnée afin de protéger la planète pour les générations futures.

À partir de ces valeurs fondamentales, même si la coopération internationale semble aujourd'hui perdue dans un contexte de fragmentation et d'incertitude, nous pouvons retrouver le véritable sens d'un engagement qui dépasse le clivage Nord-Sud pour repenser l'ensemble de la société, partout dans le monde. C'est en commençant par bien intégrer ces repères que nous serons en mesure d'ouvrir la voie à de nouvelles formes de solidarité internationale. Celles-ci devront idéalement se traduire par une action collective et coordonnée au travers de réseaux internationaux de lutte solidaire, en vue de relever le défi des enjeux globaux. La convergence des luttes contre les inégalités et contre toute forme d'oppression visible et invisible, qu'incarnent aujourd'hui des mouvements tels que l'intersectionnalité[5] ou l'écoféminisme[6] est encourageante en ce sens, et mérite certainement qu'on s'y intéresse de plus près.



© Vectorjuice - Freepik

[5] Notamment utilisé en sociologie, ce concept permet d'analyser la manière dont les différents systèmes d'oppression (selon le genre, la classe sociale, le handicap, l'origine, ethnique, etc.) s'articulent et se renforcent mutuellement. Source : Amnesty International.

[6] Dans une optique similaire, l'écoféminisme s'appuie sur le constat que les changements climatiques touchent particulièrement les populations les plus vulnérables, dont les femmes, qui représentent 60% de la population mondiale vivant sous le seuil de pauvreté, pour considérer que la violence qui s'exerce sur ces dernières et celle qui s'exerce sur le vivant sont le résultat d'une même oppression, qui doit être combattue en tenant compte de ces deux angles à la fois. Source : Oxfam.